



Europe Socialiste

La lettre d'information de la Commission Europe
de la Fédération du Nord du Parti Socialiste

N°5

Novembre
2009

Editorial

L'actualité européenne, sans faire toujours la une des journaux, est riche en événements et enjeux : la réélection de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne, le référendum irlandais, la décision de la Cour constitutionnelle tchèque ouvrant la voie à une entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1er décembre, le débat autour des candidatures au poste de futur Président du Conseil européen ...

On ne peut que constater la responsabilité des socialistes européens dans la réélection de José Manuel Barroso, défenseur d'une Europe très libérale qui semble se satisfaire d'une Europe intergouvernementale avec un poids de plus en plus fort des gouvernements et chefs d'Etat.

Sur les 718 députés européens, 382 (bien plus que la majorité absolue de 369 voix) ont voté pour le Président sortant. Les socialistes européens, divisés, ont soit voté pour Barroso, soit se sont abstenus. Seuls les socialistes français, belges, grecs et scandinaves se sont opposés à sa réélection. Et nous ne pouvons que saluer le vote de ces derniers !

Ce vote montre que le Parti socialiste européen (PSE), s'il veut peser, doit devenir, un véritable parti capable de positions communes et de cohérence, ce qui sera très vraisemblablement un des enjeux majeurs du prochain Congrès du PSE en décembre à Prague. La commission fédérale Europe a voté une motion à ce sujet que nous publions dans ces pages !

Bonne lecture à toutes et à tous !

Anne Wetzel, Secrétaire fédérale « Europe et Relations Internationales »

Agenda

Prochaine réunion de la Commission Europe:

**Judi 26 Novembre 2009
à 18h30 en Fédé**

La Commission Europe sera présente au 8^{ème} Congrès du Parti Socialiste européen à Prague:

du 7 au 8 Décembre 2009

Mentions légales

Lettre d'information de la Commission Europe de la Fédération du Nord du Parti Socialiste.

Rédactrice en chef :
Anne Wetzel

Conception/réalisation :
Axel Löfberg

Ont contribué à ce numéro :
Claude Rivière

Pour vous abonner/désabonner :
fede59@parti-socialiste.fr

Motion

Le groupe local du PSE à Lille regrette de voir José Manuel Barroso reconduit à la tête de la Commission européenne.

Au lendemain des élections européennes, nous regrettons la division des socialistes européens à ce sujet et déplorons qu'une partie d'entre eux a approuvé sa reconduction ou s'est abstenue. Nous devons ainsi constater la responsabilité du groupe social-démocrate du Parlement européen dans la réélection de M. Barroso.

Malgré le *manifesto*, qui reste pour nous un premier pas vers un parti socialiste européen uni, nous ne sommes pas parvenus à une position commune pourtant nécessaire. Nous sommes convaincus que seul un clivage gauche - droite marqué permettra aux citoyens européens d'être face à des choix clairs et d'investir davantage l'espace européen démocratique.

En proposant un candidat social-démocrate unique à la Présidence de la Commission européenne, nous aurions pu donner une dynamique aux élections européennes et incarner notre programme commun. Cette dynamique nous a malheureusement fait défaut.

Nous souhaitons que le Congrès du PSE à Prague en décembre soit l'occasion de dessiner des visions et positions communes et de permettre au Parti socialiste européen de franchir une étape décisive et ainsi devenir un véritable parti uni et fort. Nous soutenons les efforts de Poul Nyrup Rasmussen dans ce sens et saluons le travail accompli.

Nous, les militants du PSE à Lille, souhaitons nous investir dans ce nouveau parti et aider au renforcement du lien entre les députés et les citoyens, étape nécessaire pour arriver à un espace européen démocratique.



Retour sur l'atelier Europe de l'Université de rentrée de Lomme :

« **Vivre l'égalité citoyenne – Europe, des différences, une citoyenneté** »

En partant de l'échec de la gauche française et européenne aux élections européennes de juin dernier, qui malgré un projet socialiste commun (le manifesto) n'a pas su incarner une vision et un projet européen alternatif, quatre intervenants, deux chercheurs et deux députés européens, ont livré leurs analyses du danger de **l'essoufflement du modèle actuel et des défis de l'Europe de demain**.

Robert TOULEMON, ancien fonctionnaire européen et auteur du livre « Aimer l'Europe » a mis en garde contre l'eurosepticisme et défendu une Europe avec un véritable budget capable de dépasser le déficit démocratique et de former ses citoyens. Hervé LE BRAS, chercheur au CNRS et auteur de nombreux ouvrages, notamment sur la démographie, a plaidé pour un élargissement et « une identité européenne en mouvement », qui loin de tout phantasme d'invasion a besoin de nouveaux pays face aux enjeux démographiques et géopolitiques à venir. Face à la Chine et l'Inde, l'Europe sans immigration ne fera bientôt plus le poids.

Les deux députés, Marc TARABELLA, belge, ancien ministre et réélu député européen en juin ainsi que Gilles PARGNEAUX, notre premier fédéral et nouveau député européen, ont donné leur éclairage en partant de leur expérience au Parlement. La marche vers une **Europe plus démocratique** interroge sur la place et le rôle du Parlement européen et des partis européens en devenir.

Comment construire un espace démocratique européen, alors que les citoyens sont souvent trop peu informés ? La construction d'une **Europe plus culturelle et citoyenne** avec une véritable identité européenne pose la question de ce qui nous unit en tant qu'Européens. Peut-on être citoyen européen sans connaître la culture du voisin, sa langue, sans s'intéresser à une histoire commune ? Le programme Erasmus a été cité, les jumelages ont suscité beaucoup d'intérêt, c'est-à-dire la nécessité de donner accès à des échanges et une culture européenne. Les nombreuses réactions et questions du débat animé par Anne WETZEL, ont montré l'ampleur du travail qui nous attend en tant que socialistes européens ! **La Commission fédérale Europe** y prendra toute sa part !

Anne Wetzel



LOMME >>>
LE 12 SEPT. 2009

**REFONDER
RÉNOVER
INNOVER**

Interview

Interview de Gilles Pargneaux, député européen et premier secrétaire de la fédération du Nord du Parti Socialiste

Le Parlement Européen : « L'apprentissage de l'art du compromis... »

Depuis le 14 juillet, vous siégez au Parlement européen en tant que député de la circonscription du Nord-Ouest, quels sont les premiers chantiers que vous avez engagés ?

Les sujets sont nombreux et les commissions auxquelles je siége (environnement - santé publique - sécurité alimentaire et transports - tourisme) m'amènent à m'intéresser à des questions qui concernent directement les préoccupations quotidiennes des citoyens. Depuis le début de mon mandat, je me suis intéressé aux antennes relais, à la crise du lait, à la grippe H1N1, aux corridors ferroviaires pour un fret compétitif, à la lutte contre le cancer, à l'information aux patients sur les médicaments prescrits, au changement climatique...

2. Qu'est-ce qui vous a le plus marqué ou surpris en arrivant au Parlement européen ?

L'immensité du lieu... et le choc des cultures. Entendre toutes ces langues, voir toutes ces personnes de 27 nationalités différentes se côtoyer chaque jour, et en faire partie, est une expérience très intense et très intéressante à vivre. D'autant qu'on y fait, très vite, l'apprentissage de l'art du compromis, ce pour le bien des dossiers que nous souhaitons faire avancer. Le consensus est une tradition pour légiférer au Parlement européen.

3. Quelles sont vos attentes par rapport au Congrès du PSE en décembre ?

Je serai présent au Congrès du PSE qui se tiendra début décembre à Prague. J'y attends un renouvellement fort de notre social-démocratie. Si nos valeurs restent les mêmes, notre projet doit être en accord avec la société dans laquelle nous vivons et faire des propositions nouvelles et audacieuses concernant des sujets tels que l'économie ou l'environnement. J'attends également que le parti socialiste européen devienne une entité à part entière, un mouvement fédérateur et porteur d'une voix - d'une voie - nouvelle, et non une addition des partis socialistes nationaux.



© Parlement européen

Propos recueillis par Anne Wetzel.

Quoi de neuf au Parlement

Dans sa première allocution, le nouveau président du Parlement Européen Jerzy Buzek a voulu gommer l'opposition vieille Europe / jeune Europe pour ne voir qu'une seule communauté. Il espère également renforcer le contrôle du PE sur l'exécutif proposant de nommer les commissaires sur un programme et non un CV. Mais dire vouloir se rapprocher du citoyen sans prononcer le terme de démocratie laisse pensif. Tout autant que souligner que la crise économique ne doit pas nous faire céder à la renationalisation, laisse craindre le pire dans le contexte actuel.

Depuis, les nouveaux membres du PE se sont inscrits dans les différentes **commissions parlementaires**. De l'avis de nombre de sortants, c'est un travail qui exige une réelle disponibilité d'autant que chaque membre s'investit en général dans 2 commissions. Bien sûr et on peut le regretter, ni le nombre ni la répartition de nos députés socialistes ne permettent de couvrir l'ensemble des commissions. C'est aussi une raison pour, dans la mesure du possible, les soutenir dans leurs travaux.



© Parlement européen

Outre les enjeux institutionnels liés à l'application du Traité de Lisbonne nombre de questions d'importance seront traitées. N'oublions pas que le Parlement Européen se trouve être de plus en plus en situation de codécideur.

Pas loin de 75% de la législation ou de la réglementation européenne, selon qu'il s'agit de compétences exclusives de l'UE ou de compétences partagées avec les Etats Membres, influe sur la réglementation nationale et notamment via des directives destinées à être transposées (celle concernant par ex. les Services reste compliquée notamment sur la question de mandatement et du financement des opérateurs sociaux) et révisées ponctuellement. Ainsi déterminer la mission d'intérêt général d'un service sanitaire, médico-social ou social est un enjeu majeur pour le modèle social européen.

En guise d'illustration quelques exemples de **Directives** ou propositions de directives comme celle sur **l'information des patients** qui autorise l'industrie pharmaceutique à communiquer directement auprès des patients sur les médicaments soumis à prescription. Ce qui entrainerait la dérégulation de la communication et une totale opacité sur l'information divulguée. Le conflit d'intérêt est manifeste et elle renforcerait encore davantage la part de l'activité de promotion (23%) au détriment de celle de la recherche (17%). L'enjeu est aussi celui de la lutte contre les entraves par le groupe Princeps au développement des médicaments génériques comme proposé dans un rapport préliminaire de la Direction Générale de la Concurrence de la Commission Européenne.

La Directive relative aux « **Droits des Patients** » concerne la circulation des patients dans l'UE, la sécurité et la qualité, l'avancement des frais et le tarif de remboursement par le pays d'origine sachant que les frais d'hospitalisation varient sensiblement d'un pays à l'autre. Ainsi la tentation pour certains Etats serait d'envoyer les patients à l'étranger et de les rembourser selon leur propres tarifs avec pour conséquence le paiement du différentiel par le patient qui implique pour le citoyen de contracter une assurance privée et aboutirai inévitablement à l'installation d'un système de santé à deux vitesses.

La Directive « **Services** » quant à elle a été modifiée en 2006 grâce aux membres du PSE et adoptée par les Etats Membres en supprimant le principe du pays d'origine. En 2004 déjà, le PSE s'était engagé sur les services publics en Europe refusant la logique du marché intérieur et celle du jeu de la seule concurrence au sein d'activités humaines comme le droit à l'éducation, au logement, aux transports, à la santé, aux communications, à l'eau, à l'énergie qui doivent être encadrés pour éviter que le cadre juridique ne soit déterminé par la Cour de Justice Européenne. Aujourd'hui avec la ratification du Traité de Lisbonne, le Parlement deviendra pour la première fois de son histoire, compétent en matière de dispositions générales relatives aux services publics. Jusqu'à présent, la question des services d'intérêt général était répartie entre de nombreuses commissions parlementaires sans véritable lieu de synthèse et d'approche transversale. La constitution d'un éventuel **intergroupe parlementaire** sur les missions de service public serait par ailleurs un signal donné par le Parlement au Conseil, à la Commission mais également aux citoyens européens, de l'importance qu'il accorde à cette question essentielle pour l'Union européenne et à son modèle social ainsi que du rôle actif qu'il compte y jouer sous la nouvelle mandature.

Claude RIVIERE, PSE Lille Centre

Dates à retenir ...

- 1^{er} Décembre 2009: entrée en vigueur du Traité de Lisbonne suite à la ratification par tous les pays de l'Union européenne.
- 7 au 18 Décembre 2009: Sommet de Copenhague sur le Climat. Gilles PARGNEAUX, député européen, participera à la délégation du Parlement européen.
- 7 et 8 Décembre 2009: 8^{ème} Congrès du Parti Socialiste européen à Prague.
- Prochaines sessions plénières du Parlement européen: 11 et 12 Novembre 2009 (Bruxelles), 23 au 26 Novembre 2009 (Strasbourg), 14 au 17 Décembre 2009 (Strasbourg), 18 au 21 Janvier 2010 (Strasbourg).

Retrouvez les ordres du jour des sessions du PE et visionnez les sessions plénières en direct sur le site:

<http://www.europarl.europa.eu/sed/plenary.do>